

## COMMUNE DE CRISSIER

### ***RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES CHARGÉE D'ETUDIER LE PREAVIS DE LA MUNICIPALITE***

#### **No 06/2011 - Plafonds d'endettement et de cautionnement pour les années 2011 à 2016**

Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

La commission des finances chargée d'étudier le préavis susmentionné, s'est réunie le 22 novembre 2011 à 19h30 dans la salle 1 du bâtiment administratif.

Elle était composée de :

|           |                         |      |           |
|-----------|-------------------------|------|-----------|
| Madame    | Angela Schollerer       | ROLC |           |
| Messieurs | Michel Blondel          | CDC  |           |
|           | Silvano Campani         | ROLC |           |
|           | Jacques-Edouard Germond | ROLC |           |
|           | David Metzger           | PS   |           |
|           | Olivier Ramel           | PS   |           |
|           | Jean-Pierre Steiner     | CDC  |           |
|           | Marc-Henri Tavel        | CDC  |           |
|           | Roberto Francioli       | CDC  | président |

La Municipalité était représentée par :

|          |               |        |
|----------|---------------|--------|
| Monsieur | Michel Tendon | Syndic |
|----------|---------------|--------|

accompagné de :

|          |                      |          |
|----------|----------------------|----------|
| Monsieur | Jacques-André Aellen | Boursier |
|----------|----------------------|----------|

que nous remercions de leur présence ainsi pour les réponses aux questions qui leur ont été posées.

#### **Introduction**

Monsieur le Syndic, appuyé par différents tableaux présentés par M. Jacques-André Aellen, nous donne des informations en complément du préavis municipal.

Il nous est notamment précisé que la Municipalité n'a pas l'intention d'utiliser l'entier du plafond d'endettement demandé, soit de CHF 69'000'000.00.

Ce chiffre a été déterminé sur la base de prévisions prudentes et une méthode de calcul fournie par le canton.

Des éléments futurs viendront influencer nos besoins de liquidités, notamment certains points qui devront être soumis pour approbation au conseil communal.

Le tableau des investissements présenté dans le budget 2012 et justifiant notre besoin de crédit a été affiné par le service des finances et figure en annexe du présent rapport.

Monsieur le Syndic, nous explique également les raisons qui ont conduit le budget communal à se dégrader. Des charges imposées (facture sociale, péréquation, etc.) et les choix politiques des dernières années (police intercommunale, création de places d'accueil pour la petite enfance, réfectoire scolaire, etc.) n'ont pas été compensés par des nouvelles recettes. Il en résulte une forte diminution de notre marge d'autofinancement obligeant la commune à emprunter pour ses investissements futurs.

A la demande d'un commissaire, M. Jacques-André Aellen nous communique que l'endettement communal n'entre pas en ligne de compte pour la détermination de notre participation à la péréquation.

## **Commentaires de la commission**

### Plafond d'endettement demandé

La commission a été très surprise de l'importance du montant.

En premier lieu nous tenons à préciser que ce chiffre, ressortant d'une méthode de calcul proposée par le canton, ne correspond pas à la **capacité** d'endettement mais au **besoin** d'endettement estimé.

Nous avons donc essayé de déterminer à combien s'élevait la capacité d'endettement de notre commune, c'est à dire le montant que nous pouvons emprunter sans mettre en difficulté nos finances.

Le canton propose 2 ratios basés sur les recettes prévisionnelles qui ont d'ailleurs été repris dans le préavis municipal. Sur cette base, il ressort qu'un endettement de CHF 69'000'000.00 ne serait pas un problème pour Crissier.

Nous émettons quelques doutes sur la pertinence de cette approche. Pour mieux comprendre les critiques que nous retenons contre cette analyse, nous pouvons comparer cette méthode à celle d'un créancier qui accorderait des crédits à une société uniquement sur la base du chiffre d'affaires, sans se soucier de la rentabilité. Nous voyons là les limites de ces ratios.

Notre analyse se présente différemment et se base sur la capacité de remboursement. Un emprunt de CHF 69'000'000.00 générerait un coût financier pour Crissier (remboursement et intérêts) d'env. 5'000'000.00/an. Avec une marge d'autofinancement négative ou même dans le meilleur des cas proche du zéro, nous n'avons et n'aurons pas les moyens d'assurer un tel engagement.

Soit la Municipalité n'a pas besoin de la totalité demandée et il ne serait pas pertinent de l'accorder, soit la gestion à venir nécessite un endettement aussi important et là, il est de notre responsabilité de refuser l'autorisation et d'imposer à la Municipalité des mesures compensatoires.

La commission estime donc que ce montant est irréaliste et propose au conseil communal de réduire la limite de crédit dans la mesure du raisonnable.

## Nouveau plafond d'endettement

Il y a 3 approches pour déterminer le plafond d'endettement

1. Basée sur la capacité de remboursement

Les calculs sont vite faits : marge d'autofinancement négative, capacité d'endettement : zéro.

Cette vision rigoureuse aurait comme conséquence de bloquer le développement de notre commune. En outre elle ne tient pas compte d'un éventuel renversement de tendance, notamment par un assainissement des finances induit par une plus grande rigueur budgétaire.

2. Endettement limité à des biens spécifiques

Comme l'a d'ailleurs relevé à maintes reprises notre Syndic, recourir à l'endettement est justifié pour des biens d'importances et indispensables. Nous pensons là à des écoles, plan de quartiers, etc.. Les travaux courants et d'entretien (canalisations, entretien bâtiments, etc.) ne rentrent pas dans cette catégorie.

D'une manière arbitraire, nous avons ressorti les projets importants et stratégiques, prévus pour la législature en cours. Nous pouvons établir le tableau suivant :

|                                             |                   |
|---------------------------------------------|-------------------|
| Liquidités à fin 2011, env. :               | 20'000'000        |
| Investissements importants :                | - 27'000'000      |
| Marge d'autofinancement 2012 négative :     | <u>-3'700'000</u> |
| Plafond d'endettement nécessaire, arrondi : | 11'000'000        |

3. Financement de tous les travaux par l'endettement

C'est cette approche qui est la plus proche de celle proposée par la Municipalité. Dans cette variante nous acceptons de financer tous les éléments figurant dans le plan d'investissement par l'endettement. Toutefois, à la différence de ce qui nous est proposé, nous apportons deux corrections, soit

- Utilisation des liquidités disponibles actuellement avant de recourir à l'endettement
- Refus de financer les pertes annuelles par l'emprunt (sauf pour 2012 où le budget a déjà été établi)

Ce qui nous donne la projection suivante :

|                                                                         |                     |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| Plafond d'endettement demandé :                                         | 69'000'000          |
| Non prise en compte des exercices 2010 et 2011, endettement non utilisé | -14'500'000         |
| Extourne des pertes 2013 et 2014 :                                      | - 5'800'000         |
| Dettes actuelles                                                        | 1'000'000           |
| Utilisation des liquidités à disposition env.:                          | <u>- 20'000'000</u> |
| Plafond d'endettement nécessaire :                                      | 29'700'000          |
| Arrondi à                                                               | 30'000'000          |

Même si le point 2 nous semble être l'approche la plus pertinente, nous vous proposons la variante 3, afin de laisser le temps à la Municipalité d'adapter sa politique à la nouvelle donne, et éviter d'imposer à la commune un virage trop brusque.

## **Conséquence de la réduction du plafond d'endettement**

En portant le plafond d'endettement tel que proposé par votre commission à CHF 30'000'000.00, nous allons imposer à notre Municipalité une « légère » rigueur budgétaire. C'est à dire, qu'à défaut de bonne surprise elle devra équilibrer ses budgets ou réduire ses projets d'investissements. Ça ne devrait pas être un problème.

Dans tous les cas, si la conjoncture devait se détériorer ou des investissements extraordinaires se présenter, la Municipalité aura toujours la possibilité d'effectuer une demande complémentaire en cours de législature.

Si ce nouveau plafond d'endettement est atteint en fin de législature, les charges financières supplémentaires pour notre commune s'élèveraient à env. CHF 2'200'000.00/an, à couvrir par des recettes nouvelles ou une réduction des dépenses. Cette situation ne serait pas insurmontable pour les finances communales mais réduirait sensiblement la capacité financière pour la prochaine législature.

Nous estimons donc que la Municipalité devra :

- Viser l'équilibre budgétaire dans un premier temps
- Prévoir avant la fin de législature d'atteindre une marge d'autofinancement de CHF 5'000'000.00, qui est le chiffre minimum nécessaire pour conserver des finances saines.
- Prendre acte que la vente du patrimoine (par exemple actions Romande Energie) n'est pas une solution pour équilibrer les budgets
- Eviter autant que faire se peut l'endettement en différant les investissements non prioritaires

## **Plafond de cautionnement**

La commission des finances n'a pas de commentaire à faire sur ce point et estime que le montant de CHF 6'000'000.00 n'est pas disproportionné, même si son utilité n'est pour le moment pas justifiée.

## **Amendement :**

Au vu de l'exposé ci-dessus la commission des finances vous propose l'amendement suivant :

Le plafond d'endettement de la Commune de Crissier est fixé à CHF 30'000'000.00 pour les années 2011 à 2016 en lieu et place de CHF 69'000'000.00 demandé par la Municipalité.

## **Conclusion de la Commission des finances au Conseil communal :**

Au vu de l'exposé ci-dessus, c'est à l'unanimité que la Commission des finances vous propose, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers, d'adopter les conclusions du préavis 06/2011 amendées.

Le Président



Roberto Francioli

Crissier, le 28 novembre 2011

COMMUNE DE CRISSIER PLAN DES INVESTISSEMENTS 2012-2016

| Numéro   | Désignation                                          | 2012             | 2013             | 2014              | 2015              | 2016             | Totaux            |
|----------|------------------------------------------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| <b>1</b> | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>                       | <b>1'646'000</b> | <b>10'000</b>    | <b>10'000</b>     | <b>10'000</b>     | <b>13'000</b>    | <b>1'689'000</b>  |
| 153      | SERVICE JEUNESSE, TRANSIT                            | 88'000           | 0                | 0                 | 0                 | 0                | 88'000            |
| 160      | TOURISME                                             | 100'000          | 0                | 0                 | 0                 | 0                | 100'000           |
| 171      | CENTRE SPORTIF DE RUAYRE                             | 538'000          | 0                | 0                 | 0                 | 0                | 538'000           |
| 180      | TRANSPORTS PUBLICS                                   | 910'000          | 0                | 0                 | 0                 | 0                | 910'000           |
| 190      | SYSTEME INFORMATION ADMININISTRATIF ET DU TERRITOIRE | 10'000           | 10'000           | 10'000            | 10'000            | 13'000           | 53'000            |
| <b>2</b> | <b>FINANCES</b>                                      | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>         | <b>0</b>          |
| <b>3</b> | <b>DOMAINES ET BATIMENTS</b>                         | <b>765'000</b>   | <b>1'220'000</b> | <b>7'020'000</b>  | <b>3'600'000</b>  | <b>600'000</b>   | <b>13'205'000</b> |
| 310      | TERRAINS COMMUNAUX                                   | 135'000          | 0                | 0                 | 0                 | 0                | 135'000           |
| 350      | BATIMENTS LOCATIFS                                   | 360'000          | 100'000          | 4'100'000         | 3'600'000         | 0                | 8'160'000         |
| 352      | SALLE DE SPECTACLES                                  | 0                | 1'090'000        | 2'920'000         | 0                 | 0                | 4'010'000         |
| 355      | EDICULES ET FONTAINES                                | 270'000          | 0                | 0                 | 0                 | 0                | 270'000           |
| 356      | STANDS DE MONTASSE ET D'ECHANDENS                    | 0                | 30'000           | 0                 | 0                 | 600'000          | 630'000           |
| <b>4</b> | <b>TRAVAUX</b>                                       | <b>3'340'500</b> | <b>3'004'000</b> | <b>3'939'000</b>  | <b>4'247'000</b>  | <b>5'601'000</b> | <b>20'131'500</b> |
| 420      | DEVELOPPEMENT ET URBANISME                           | 350'000          | 300'000          | 100'000           | 100'000           | 0                | 850'000           |
| 430      | RESEAU ROUTIER                                       | 1'265'000        | 1'050'000        | 860'000           | 1'864'000         | 4'000'000        | 9'039'000         |
| 431      | ECLAIRAGE PUBLIC                                     | 96'000           | 80'000           | 150'000           | 80'000            | 80'000           | 486'000           |
| 432      | BATIMENT DE VOIRIE                                   | 138'500          | 185'000          | 0                 | 0                 | 0                | 323'500           |
| 433      | VEHICULES, MACHINES ET ENGINs                        | 0                | 235'000          | 80'000            | 0                 | 185'000          | 500'000           |
| 434      | HANGAR DE STOCKAGE CH. DE L'ALOUPETTE                | 0                | 0                | 185'000           | 0                 | 0                | 185'000           |
| 440      | PARCS, PROMENADES ET CIMETIERE                       | 350'000          | 0                | 0                 | 0                 | 0                | 350'000           |
| 460      | RESEAU DIEGOUTS ET D'EPURATION                       | 1'141'000        | 1'154'000        | 2'564'000         | 2'203'000         | 1'336'000        | 8'398'000         |
| <b>5</b> | <b>INSTRUCTION PUBLIQUE ET CULTES</b>                | <b>1'005'000</b> | <b>3'354'000</b> | <b>3'545'000</b>  | <b>3'620'000</b>  | <b>0</b>         | <b>11'524'000</b> |
| 505      | ACCUEIL POUR ECOLIERS EN MILIEU SCOLAIRE             | 30'000           | 0                | 0                 | 0                 | 0                | 30'000            |
| 513      | BATIMENTS SCOLAIRES                                  | 975'000          | 3'354'000        | 3'055'000         | 3'500'000         | 0                | 10'884'000        |
| 580      | TEMPLES ET CULTES                                    | 0                | 0                | 490'000           | 120'000           | 0                | 610'000           |
| <b>6</b> | <b>SECURITE PUBLIQUE</b>                             | <b>50'000</b>    | <b>50'000</b>    | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>         | <b>100'000</b>    |
| 610      | POLICE                                               | 50'000           | 50'000           | 0                 | 0                 | 0                | 100'000           |
| <b>7</b> | <b>SECURITE SOCIALE</b>                              | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>         | <b>0</b>          |
|          | <b>Investissements bruts</b>                         | <b>6'806'500</b> | <b>7'638'000</b> | <b>14'514'000</b> | <b>11'477'000</b> | <b>6'214'000</b> | <b>46'649'500</b> |